

LE STTP PROMET DE LUTTER CONTRE LA LOI DE RETOUR AU TRAVAIL : « TOUTES LES OPTIONS SONT SUR LA TABLE »

Le gouvernement libéral trahit les travailleurs et travailleuses des postes en adoptant une loi de retour au travail

Pour diffusion immédiate

Le samedi 24 novembre 2018

Ottawa – Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) examine toutes les options qu’il a à sa disposition pour s’opposer à la loi de retour au travail adoptée à toute vapeur à la Chambre des communes tôt ce matin. Cette loi renvoie les travailleurs et travailleuses des postes aux mêmes vieux problèmes non réglés en milieu de travail, et ce, durant la période la plus occupée de l’année.

« Les travailleurs et travailleuses des postes n’accepteront pas une autre violation de leur droit à la libre négociation collective, déclare Mike Palecek, président national du STTP. Il ne s’agit pas uniquement de nos droits prévus par la *Charte*. Le projet de loi de retour au travail cautionne les conditions qui causent les accidents du travail, les heures de travail non payées, l’inégalité entre hommes et femmes de même que la malhonnêteté et l’absence de respect généralisées. »

En retournant au travail, nous serons assujettis aux dispositions des anciennes conventions collectives. D’ici à Noël, la situation sera la suivante :

- il y aura au moins 315 accidents du travail invalidants à Postes Canada;
- les factrices et facteurs ruraux et suburbains travailleront environ 250 000 heures sans être payés;
- les travailleurs et travailleuses de l’unité urbaine travailleront des milliers d’heures supplémentaires obligatoires;
- les FFRS continueront de bénéficier, selon les mots de Postes Canada, de « l’équité, mais non de l’égalité ».

Avant la présente ronde de négociations collectives, le gouvernement libéral de M. Trudeau se posait en ardent défenseur du mouvement syndical. Avec cette loi, adoptée de manière accélérée, il est clair qu’il a tourné le dos aux travailleurs et travailleuses des postes.

« Nous dénonçons ce geste hypocrite de la part d’un gouvernement qui promettait de défendre les droits des travailleurs et travailleuses, de soutenir l’égalité des femmes et de prendre parti pour la classe moyenne et d’en favoriser l’expansion, ajoute Mike Palecek. Il est inacceptable qu’un gouvernement viole les droits des travailleurs et travailleuses garantis par la *Charte*. Honte au gouvernement, qui nous a avait promis mieux. »

Le projet de loi, qui n’a pas encore force de loi, a été débattu au Sénat aujourd’hui. La troisième lecture reprendra le lundi 25 novembre à 14 h (HE). Entre-temps, les grèves tournantes et l’interdiction de travailler des heures supplémentaires se poursuivent, tout comme les négociations.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec :

Emilie Tobin, service des communications du STTP, 613-882-2742 ou media@cupw-sttp.org (anglais)

Lise-Lyne Gélinau, présidente, section locale de Montréal du STTP, 514-914-0350 ou lise-lyne.gelineau@sttpmtl.com (français)